



Arrêté n° : SL/ST/2026/ 379

Occupation du domaine public,
Interdiction de stationnement,
Restriction de circulation,

Du lundi 21 Septembre 2026,
Au vendredi 20 Novembre 2026,

ARRÊTÉ

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

CONSIDERANT qu'en raison de travaux de passage de C5 à C4, par l'entreprise **CORETEL EQUIPEMENTS**, il est nécessaire d'occuper le domaine public, de restreindre la circulation et de d'interdire le stationnement au droit du chantier 3 Rue Odent.

ARRÊTONS

Article 1 : Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré comme gênant, au droit du chantier 3 Rue Odent, du lundi 21 Septembre 2026 au vendredi 20 Novembre 2026 (**sauf les mardis et vendredis de 06h00 à 15h00 jours de marché**).

Article 2 : L'autorisation d'occuper le domaine public est donnée à l'entreprise **CORETEL EQUIPEMENTS**, au droit du chantier 3 Rue Odent, du lundi 21 Septembre 2026 au vendredi 20 Novembre 2026 (**sauf les mardis et vendredis de 06h00 à 15h00 jours de marché**).

Article 3 : La circulation des véhicules de toute nature sera restreinte par demi chaussée en circulation alternée par feux ou manuel k10 avec une limitation de vitesse à 30km/h, au droit du chantier 3 Rue Odent, du lundi 21 Septembre 2026 au vendredi 20 Novembre 2026 (**sauf les mardis et vendredis de 06h00 à 15h00 jours de marché**).

Article 4 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

Article 5 : Toute la sécurité sera mise en place par l'entreprise **CORETEL EQUIPEMENTS**, pour la protection des passants et des usagers de la route.

Article 6 : Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
 - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
 - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- Publiée et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le 21 AOUT 2026



Le Maire,
Pour le Maire,
Et par Délégation

Cédric DELAYEN
3^{ème} Adjoint au Maire